

---

# Fiches sectorielles

---

Commerce



## 8.1 Chiffres clés du commerce

En 2014, le **commerce** rassemble 802 000 entreprises, qui réalisent un chiffre d'affaires (CA) de 1 393 milliards d'euros et dégagent une **valeur ajoutée** (VA) de 204 milliards d'euros. Elles emploient plus de 2,6 millions de salariés en équivalent temps plein (ETP). Leur poids dans l'ensemble des entreprises des secteurs principalement marchands non financiers et non agricoles est sensiblement le même en matière de nombre d'entreprises (22 %), de valeur ajoutée (21 %) que de salariés en équivalent temps plein (22 %). Cette part est nettement plus élevée pour le chiffre d'affaires (38 %) et reflète la spécificité de l'activité commerciale qui consiste à revendre des biens achetés en l'état plutôt que de produire des biens ou des services. Le chiffre d'affaires, comparé à la valeur ajoutée, est donc proportionnellement plus important que dans les autres secteurs.

Les entreprises du commerce sont essentiellement de petite taille : 96 % d'entre elles comptent moins de 10 salariés. Cependant, celles-ci ne réalisent que 23 % du chiffre d'affaires du commerce. Le secteur comprend en effet quelques très grandes sociétés qui concentrent une part élevée du chiffre d'affaires : les entreprises de 250 salariés ou plus sont en proportion infime (0,1 %), mais réalisent 37 % du chiffre d'affaires et 33 % des exportations du secteur.

En 2014, la valeur ajoutée progresse d'au moins 0,3 % pour la moitié des entreprises de 250 salariés ou plus. De même, elle s'accroît pour la majorité des entreprises de 10 à 249 salariés. En revanche, ce n'est pas le cas des entreprises plus petites. Parmi les entreprises employeuses, les disparités sont les plus importantes pour celles de 1 à 9 salariés : leur valeur ajoutée augmente d'au moins 14 % pour un quart d'entre elles et se replie de plus de 11 % pour un autre quart.

### Définitions

Le **commerce** regroupe les entreprises de trois secteurs de la NAF rév. 2 : commerce et réparation d'automobiles et de motocycles (45), commerce de gros (46) et commerce de détail (47) (voir *annexe Nomenclature d'activités française*). Bien que l'artisanat commercial (charcuterie, boulangerie-pâtisserie) entre dans le champ de l'industrie, car son activité de fabrication l'emporte sur celle de revente en l'état de marchandises, les secteurs concernés sont proches par certains aspects du commerce de détail alimentaire spécialisé (vente directe à des consommateurs dans des magasins, etc.) et sont souvent regroupés avec lui.

**Valeur ajoutée, médiane, quartile** : voir *annexe Glossaire*.

### Pour en savoir plus

- « Le commerce en 2015 : l'activité accélère, les prix continuent de fléchir », *Insee Première* n° 1606, juillet 2016.
- « La situation du commerce en 2015 », *Document de travail*, Insee n° E2016/03, juillet 2016.
- « La situation du commerce en 2014 », *Document de travail*, Insee n° E2015/09, décembre 2015.
- « Le commerce en 2014 : l'activité redémarre timidement », *Insee Première* n° 1556, juin 2015.

Le commerce comprend trois sous-secteurs : le commerce de gros a le plus souvent pour clients d'autres entreprises, notamment du commerce ; le commerce de détail vend principalement aux particuliers ; le commerce automobile regroupe des commerçants, grossistes ou détaillants, spécialisés dans la vente ou la réparation d'automobiles et de motocycles. Le commerce de gros réalise 52 % de la VA du commerce, le commerce de détail 39 % et le commerce automobile 9 %. Mais le commerce de gros n'emploie que 34 % des salariés, le commerce de détail plus de la moitié (53 %) et le commerce automobile 13 %. Les entreprises du commerce de gros sont celles qui exportent le plus (16 % de leur CA) ; elles comprennent notamment des filiales commerciales de groupes industriels. Comparativement, les entreprises du commerce de détail et automobile exportent peu (2 % et 5 %).

En 2015, les ventes en volume du commerce de gros en secteur d'entreprises progressent de 1,2 %. Les ventes du commerce de détail, comptabilisées par forme de vente, augmentent également (+ 1,8 %). Celles du commerce et réparation d'automobiles marquent une franche reprise (+ 3,7 %), après une année stationnaire en 2014.

L'emploi salarié des établissements commerciaux augmente de 0,9 % entre fin 2014 et fin 2015, après un léger repli en 2014 (- 0,3 %). Il progresse dans le commerce de détail (+ 1,6 % en 2015), après une stagnation en 2014, et il se redresse dans le commerce automobile (+ 0,8 %), après plusieurs années de baisse (- 1,3 % en 2014 et - 2,0 % en 2013). Seul le commerce de gros ne bénéficie pas de cette hausse (- 0,4 % en 2015 comme en 2014). ■

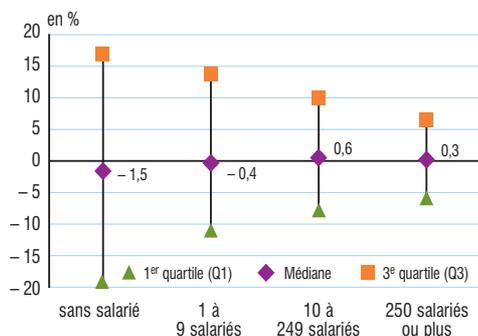
# Chiffres clés du commerce 8.1

## 1. Chiffres clés du commerce en 2014

	Entreprises	Salariés ETP	Chiffre d'affaires hors taxes	Chiffre d'affaires export	Valeur ajoutée hors taxes	Investissements corporels bruts hors apports
	(en milliers)		(en milliards d'euros)			
De 0 à 9 salariés ETP	769,4	689,5	319,0	41,6	48,9	4,7
De 10 à 249 salariés ETP	32,0	999,6	558,2	55,5	71,9	5,6
250 salariés ETP ou plus	0,9	959,4	515,8	47,2	83,2	7,2
<b>Ensemble</b>	<b>802,3</b>	<b>2 648,6</b>	<b>1 393,0</b>	<b>144,2</b>	<b>204,0</b>	<b>17,6</b>
Ensemble des entreprises marchandes non agricoles et non financières	3 626,8	11 927,8	3 635,1	607,8	980,8	176,4
<b>Poids des entreprises du secteur du commerce<sup>1</sup> (en %)</b>	<b>22,1</b>	<b>22,2</b>	<b>38,3</b>	<b>23,7</b>	<b>20,8</b>	<b>9,9</b>

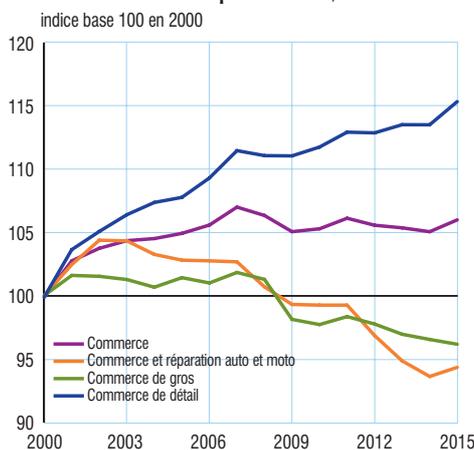
1. Poids des entreprises ayant une activité principale dans le secteur du commerce par rapport à l'ensemble des entreprises marchandes non agricoles et non financières.  
 Champ : France, unités légales et entreprises profilées du secteur du commerce.  
 Source : Insee, É sane.

## 2. Dispersion de l'évolution de la valeur ajoutée entre 2013 et 2014



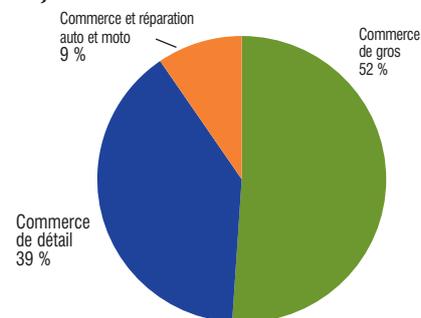
Champ : France, unités légales et entreprises profilées du secteur du commerce, hors micro-entrepreneurs et micro-entreprises au sens fiscal.  
 Lecture : 50 % des entreprises de 10 à 249 salariés ont une évolution de leur valeur ajoutée supérieure à 0,6 % entre 2013 et 2014.  
 Note : les entreprises retenues sont celles présentes sur les 2 années, elles sont classées selon leur taille en 2014. Sont exclues les entreprises dont la valeur ajoutée est négative ou nulle (12,6 % en 2013 et 11,8 % en 2014).  
 Source : Insee, É sane (données individuelles).

## 3. Évolution de l'emploi salarié, hors intérim



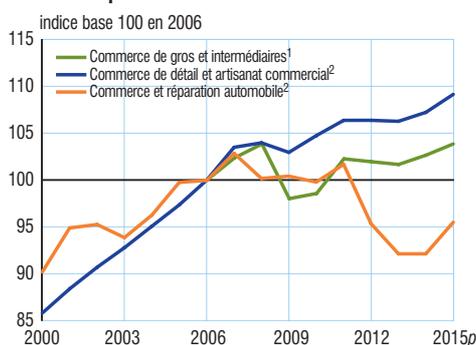
Champ : France métropolitaine, commerce, en secteur d'établissements.  
 Note : les titulaires de contrats d'intérim sont classés systématiquement dans l'activité de travail temporaire.  
 Source : Insee, estimations d'emploi (CVS au 4<sup>e</sup> trimestre).

## 4. Principales activités du secteur selon la valeur ajoutée en 2014



Champ : France, unités légales et entreprises profilées du secteur du commerce.  
 Source : Insee, É sane.

## 5. Ventes par secteur en volume



1. Ventes HT par secteur d'entreprise.  
 2. Ventes TTC par forme de vente (secteur d'établissement).  
 Champ : France, secteurs du commerce.  
 Source : Insee, comptes du commerce.

## 8.2 Ratios du commerce

En 2014, le taux de marge commerciale est de 23 % pour l'ensemble du commerce. Proche de la moyenne dans le commerce de gros (21 %), il varie de 14 % dans le commerce automobile à 29 % dans le commerce de détail. La **marge commerciale** rémunère le service commercial. Le taux de marge commerciale (rapport de la marge commerciale aux ventes de marchandises) est ainsi un indicateur de la valeur dégagée par l'activité commerciale. Il est plus élevé pour les commerçants dont les coûts de distribution sont plus grands ou qui bénéficient de conditions d'achat plus favorables ou encore qui parviennent à se différencier et à pratiquer un prix plus élevé. Il dépend aussi fortement des caractéristiques des produits vendus et, pour un produit donné, du format de vente ou du positionnement en gamme.

Le taux de marge commerciale est plus élevé pour les entreprises de moins de 10 salariés (24 %) et celles de 250 salariés ou plus (24 %). En 2014, il progresse légèrement ou reste stable en **médiane** pour toutes les catégories de tailles d'entreprises. La dispersion est plus grande pour les entreprises de moins de 10 salariés. Un quart d'entre elles ont un taux de marge commerciale inférieur à 14 % tandis que, pour un autre quart, ce taux est supérieur à 46 %.

La production des entreprises commerciales comprend les ventes de services facturées aux clients ou aux fournisseurs, la production de biens et, composante dominante, la marge commerciale. Le taux de valeur ajoutée (rapport de la valeur ajoutée sur le chiffre d'affaires) est donc très lié au taux de marge commerciale. Il est de 15 % dans le commerce, soit nettement moins que pour l'ensemble des entreprises du champ des secteurs principalement marchands non agricoles et non financiers (27 %). Il est légèrement inférieur dans le commerce de gros (13 %) et dans le commerce automobile (12 %) et plus important dans le commerce de détail (18 %).

En 2014, le taux de marge, mesuré par l'excédent brut d'exploitation (EBE) sur la valeur ajoutée, est de 22 % dans le commerce ; il est

un peu moins élevé que dans l'ensemble des entreprises du secteur marchand (26 %). Il renseigne sur la part de la valeur ajoutée qui n'est pas consacrée à la rémunération des salariés. Il diminue quand la taille de l'entreprise augmente, passant de 23 % pour les entreprises de moins de 10 salariés à 21 % pour celles de 250 salariés ou plus, en raison notamment de la surreprésentation des entrepreneurs individuels parmi les entreprises de petite taille. Avec cette forme juridique, le chef d'entreprise est non salarié et la rémunération de son activité est en effet le plus souvent incluse dans l'excédent brut d'exploitation.

Le taux d'investissement est sensiblement moins élevé dans le commerce (9 %) que dans l'ensemble du champ marchand (18 %), en lien avec une intensité capitaliste également plus faible. Le taux d'autofinancement, mesuré par le rapport de la capacité d'autofinancement des investissements à l'investissement total, est plus fort dans le commerce (230 %) que dans l'ensemble des secteurs marchands (141 %). Ceci résulte notamment d'un investissement faible.

De même, la rentabilité économique (rapport de l'excédent brut d'exploitation sur les immobilisations) est meilleure dans le commerce (10 %) que dans l'ensemble des secteurs du champ (8 %). Entre 2013 et 2014, ce taux diminue en médiane pour les entreprises de 250 salariés ou plus. Il est le plus dispersé pour les petites entreprises : en 2014, plus d'un quart des entreprises employeuses de moins de 10 salariés a un taux de rentabilité économique négatif, inférieur à -7 %, et près d'un quart un taux supérieur à 26 %.

Dans le commerce de détail, la main-d'œuvre est très féminisée (59 % de femmes) et jeune (30 % de moins de 30 ans). Les femmes sont moins présentes dans le commerce de gros (34 %) et surtout dans le commerce et réparation d'automobiles (20 %). La part des non-salariés est deux fois plus faible dans le commerce de gros (8 %) que dans celui de l'automobile et le commerce de détail (16 %). ■

### Définitions

**Marge commerciale** : écart entre les ventes de marchandises et leur coût d'achat.

**Ratios, médiane, quartile** : voir *annexe Glossaire*.

## Ratios du commerce 8.2

### 1. Ratios du commerce selon la taille en 2014

en %

	Ensemble	De 0 à 9 salariés	De 10 à 249 salariés	250 salariés ou plus	Ensemble entreprises marchandes <sup>1</sup>
<b>Organisation et débouchés de la production</b>					
Taux de marge commerciale	22,6	24,3	20,7	23,8	///
Taux d'exportation	10,4	13,0	9,9	9,2	16,7
Taux de valeur ajoutée	14,6	15,3	12,9	16,1	27,0
Intensité capitalistique (en milliers d'euros)	67,5	62,6	58,2	80,5	182,4
<b>Ratios de rentabilité</b>					
Taux de marge	22,5	23,5	23,4	20,7	25,6 <sup>2</sup>
Rentabilité économique	9,9	11,0	11,1	8,0	7,7
<b>Ratios d'endettement, de solvabilité et de liquidité</b>					
Taux d'endettement	69,0	80,5	58,7	70,0	84,8
<b>Ratios d'investissement</b>					
Taux d'investissement	8,6	9,6	7,8	8,7	18,0
Taux d'autofinancement	229,8	210,1	206,2	261,1	140,6

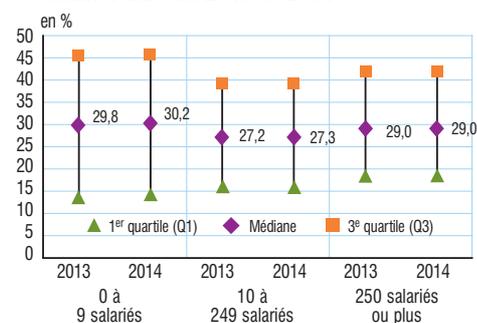
1. Entreprises des secteurs principalement marchands non agricoles et non financiers.

2. Hors sièges sociaux.

Champ : France, unités légales et entreprises profilées du secteur du commerce.

Source : Insee, Esane.

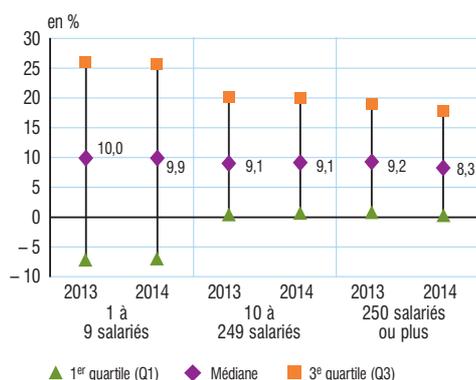
### 2. Dispersion des taux de marge commerciale en 2013 et 2014



Champ : France, unités légales et entreprises profilées du secteur du commerce, hors micro-entrepreneurs et micro-entreprises au sens fiscal. Lecture : 50 % des entreprises de 10 à 249 salariés ont un taux de marge commerciale supérieur à 27,3 % en 2014.

Source : Insee, Esane (données individuelles).

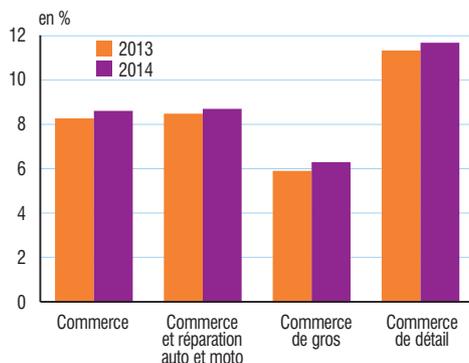
### 4. Dispersion des taux de rentabilité économique en 2013 et 2014



Champ : France, unités légales employeuses et entreprises profilées du secteur du commerce, hors micro-entrepreneurs et micro-entreprises au sens fiscal. Lecture : 50 % des entreprises de 10 à 249 salariés ont un taux de rentabilité économique supérieur à 9,1 % en 2014.

Source : Insee, Esane (données individuelles).

### 3. Taux d'investissement en 2013 et 2014



Champ : France, unités légales et entreprises profilées du secteur du commerce.

Source : Insee, Esane.

### 5. Personnes en emploi dans le commerce en 2015

	Part de femmes	Part d'actifs		Part de non-salariés
		de 15 à 29 ans	de 50 ans ou plus	
Commerce et réparation d'automobiles et de motocycles	19,6	25,4	26,8	16,3
Commerce de gros, à l'exception des automobiles et des motocycles	34,1	16,6	26,6	8,3
Commerce de détail, à l'exception des automobiles et des motocycles	59,4	29,7	22,4	15,5
<b>Ensemble commerce</b>	<b>47,0</b>	<b>25,2</b>	<b>24,2</b>	<b>13,5</b>
<b>Ensemble secteurs principalement marchands<sup>1</sup></b>	<b>36,7</b>	<b>20,8</b>	<b>26,4</b>	<b>13,3</b>

1. Entreprises des secteurs principalement marchands non agricoles et non financiers.

Champ : France métropolitaine, population des ménages, personnes de 15 ans ou plus exerçant dans le secteur du commerce.

Source : Insee, enquête Emploi.